

L'anthropologie et le développement : fonctionnaire de l'ACDI ou agent de renseignement pour la CIA ?

Serge Genest

Questions d'ethnocentrisme

Volume 12, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015017ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015017ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Genest, S. (1988). L'anthropologie et le développement : fonctionnaire de l'ACDI ou agent de renseignement pour la CIA ? *Anthropologie et Sociétés*, 12 (1), 152–154. <https://doi.org/10.7202/015017ar>

les services de renseignement américains. Certains alliés, comme le Canada, profitent des renseignements de US-AID, tandis que d'autres, comme la Suède, adoptent le modèle américain mais sur une plus petite échelle en se consacrant à quelques pays seulement et à très long terme.

Plus intéressant encore pour nous, ce modèle, qui est aujourd'hui louangé et perçu comme la stratégie idéale, correspond très fidèlement à ce que Malinowski et bien d'autres décrivaient comme la base méthodologique de toute ethnographie. Les stratégies du développement, qui étaient hier encore aux mains des ingénieurs et qui sont aujourd'hui très nettement sous le contrôle des firmes de consultants en administration, risquent de passer demain par les techniques de la monographie la plus traditionnelle. Parce qu'on est en train de se rendre compte que les projets de développement les plus réussis [qui sont très souvent des accidents] étaient toujours appuyés sur une compréhension profonde de la complexité des inter-connections de toute vie sociale. Il faudra évidemment modifier les méthodes de travail et admettre qu'en anthropologie, *comme dans n'importe quelle autre science*, l'efficacité professionnelle exige un investissement de 6, 7 ou 10 ans de recherches. Déjà, certaines des plus grandes agences de développement sont prêtes à financer des étudiant(e)s au doctorat en anthropologie qui poursuivent de longues enquêtes sur des sujets aussi divers que les rites funéraires, les terminologies de parenté et les structures résidentielles.

Voilà ce que seuls les anthropologues peuvent faire. Voilà à quoi peut servir le particularisme de notre formation. Mais le plus ironique (et c'est aussi ce que je veux soumettre à ce débat) est de voir qu'au moment même où les entrepreneurs en viennent à comprendre enfin la puissance potentielle de l'anthropologie, certains départements universitaires décident qu'à l'avenir ils pourront se permettre de former des gens malheureusement impuissants à répondre à leurs besoins.

En somme, il y a, aux deux extrémités, la misère humaine et l'anthropologie. Si on est optimiste, on espère qu'elles se rejoindront. Dans la vision pessimiste, elles demeureront à jamais séparées par une technocratie qui doit protéger l'intégrité des frontières de l'État et aussi répondre à un besoin idéologique essentiel d'inventer l'emploi.

L'ANTHROPOLOGIE ET LE DÉVELOPPEMENT : **fonctionnaire de l'ACDI ou agent de renseignement pour la CIA ?**

Serge Genest
Département d'anthropologie
Université Laval

Décidément, le thème du développement n'a pas fini de susciter les passions, chez les anthropologues comme chez les autres spécialistes des sciences sociales. Pourtant, comme le rappelle Yvan Simonis dans son texte, cette notion pourrait n'être que la réincarnation, dans un autre contexte social et historique, de l'ancienne conception de civilisation sur laquelle s'est construite l'hégémonie occidentale.

On pourrait aussi débattre avec Bernard Arcand du fait que la notion de développement n'a que peu de place dans la littérature anthropologique. Par contre, il est aisé d'être d'accord avec lui lorsqu'il s'agit de constater que toutes les sociétés se développent et, qu'en ce sens, il n'y a guère d'intérêt à parler de développement. Cet argument vient cependant un peu tard quand on se rappelle qu'on disait la même chose au sujet du changement social dans les années 50, alors qu'Herskovits et d'autres voulaient contribuer à forger ce concept.

Que l'analyse comparative des rapports sociaux, voire le relativisme culturel donnent à l'anthropologie des outils de réflexion critique et lui permettent d'observer les différentes idéologies et pratiques liées au développement avec le recul nécessaire, il faut s'en féliciter. Il ne faudrait toutefois pas que le regard critique masque en fait une incapacité à se dépêtrer de modèles qui ont vieilli, ou pire encore, qu'on anesthésie les jeunes générations d'anthropologues par la revalorisation abstraite de l'ethnographie. Ce regard apparemment renouvelé jeté sur la méthode de travail de Malinowski comme gage ultime du sérieux de l'anthropologie semble oublier complètement les conditions historiques et sociales de la production des anthropologues.

Certes, personne ne niera que les anthropologues se doivent d'afficher les plus grandes compétences dans leur domaine. Tout comme les spécialistes de n'importe quelle autre discipline, c'est évident. Ce qui vaut également pour celles et ceux qui entreprennent de travailler dans le domaine du développement. Par ailleurs, personne ne dit qu'il faut que tous les anthropologues se lancent dans ce secteur de recherche et d'application des connaissances. Mais quand on laisse planer le doute à l'effet que les personnes qui s'impliqueront dans le développement verront leur formation se dissoudre dans l'univers technocratique, ne pêche-t-on pas par abus de fonctionnalisme ou même de déterminisme ?

La formation des anthropologues est au centre de cette question. En effet, quelle que soit l'orientation souhaitée dans le développement de l'anthropologie, tous conviennent de la nécessité d'une formation de très haute qualité. Mais on n'affiche pas seulement le sérieux de la discipline en traitant d'anthropologie cognitive ou du mariage croisé avec la cousine patrilatérale.

On sait également que le danger de la récupération des connaissances anthropologiques est présent partout. On n'est pas davantage à l'abri en publiant sur une foule de sujets obscurs qui seront peut-être utilisés par les services de renseignements américains ou d'autres qu'en travaillant comme fonctionnaire à l'ACDI. Cela vaut d'ailleurs d'autant que dans chaque cas, le travail effectué sera de qualité. Poser dans ces termes le problème de l'implication des anthropologues dans les études sur le développement est en fait fausser la question.

Parmi les réalités avec lesquelles l'anthropologie du Québec doit compter, il y a le fait que les gouvernements tout autant que les multinationales interviennent de plus en plus dans les pays en développement ou dans les régions périphériques du pays. On peut ignorer tout cela et travailler à la revalorisation du patrimoine ancestral ou à montrer que les populations de chasseurs-collecteurs sont en fait des sociétés d'abondance où le travail lié à la subsistance ne prend guère que quelques heures par semaine. Certaines personnes auront pourtant aussi envie de faire valoir leurs compétences d'ethnographes et les réflexions critiques de l'anthropologie face aux stratégies déployées par les États et les entreprises privées auxquels sont confrontées ces populations. En sont-ils moins des anthropologues ?

Dans la mesure où la formation est solide, le travail effectué de qualité, il faut accepter que les anthropologues puissent offrir un point de vue pertinent dans chacune des deux avenues précédentes. Il y a même là une question d'éthique.

L'anthropologie devra de plus en plus se faire en dehors des universités, dans les multiples lieux d'activités de notre société. Les interventions dans le développement constituent l'un d'eux. Les anthropologues doivent pouvoir y mettre à profit les acquis de leur discipline sans que cette démarche ne soit regardée comme avilissante ou opportuniste. Le développement de l'anthropologie passe sûrement par le changement des anthropologues et l'abandon d'un certain regard attendri sur le métier d'ethnographe qui, si l'on n'y prend garde, risque de devenir simple mystification.

DU SENS DE LA CRITIQUE ET DE LA NÉCESSITÉ DES ALTERNATIVES

Claude Bariteau
Département d'anthropologie
Université Laval

Peut-on être anthropologue au Québec et tenir un discours autre que critique à l'égard du « développement » ? Et, si on tient ce discours, quelle est notre contribution ? Quel est le message que porte notre critique ? Véhicule-t-il seulement la critique ?

Personnellement, je n'ai jamais été capable de critiquer sans avoir derrière la tête une quelconque idée de ce qui est souhaitable. Aussi, suis-je constamment tenté de rechercher chez ceux et celles qui pratiquent tout comme moi cet art ingrat les alternatives que véhiculent leurs critiques.

C'est sous cet angle particulier que j'ai revu en mémoire l'exposé d'Elbaz et sur papier ceux de Simonis et d'Arcand pour en débattre à ma façon avec comme objectif précis d'identifier les contours de leur contribution sur ce thème et de les interroger.

Pour ces trois auteurs, la problématique du « développement », parce qu'elle est associée au projet de la société qui nous nourrit, serait exogène aux préoccupations fondamentales de l'anthropologie, celles-ci étant justement centrées sur ce qui définit l'autre : sur l'altérité comme ensemble signifiant, sur l'altérité comme un tout complexe, dynamique et indépendant. Si cette altérité est secouée par des forces historiques qui s'affirment, les anthropologues y perdraient leur latin. Aussi, ont-ils tendance à devenir amers, acerbes et pessimistes, n'ayant que le choix de véhiculer la vision d'autrui ou de se transformer en témoin attristé de réalités qui n'auraient pas dû s'affirmer ainsi.

Les propos d'Elbaz et de Simonis sur les conséquences et les ratés des programmes de développement entrent dans le registre de l'attrition alors que ceux d'Arcand entrent dans celui de l'affirmation de l'autre réalité, celles des Montagnais, des Cuiva et des Indiens du Venezuela. Pour eux, l'anthropologie en regard du « développement » ne saurait être ailleurs. L'anthropologue non plus. Il doit être ici l'écho de ce qui est différent. Ainsi situé, l'anthropologue ne saurait s'occuper de « développement » en dehors de ces paramètres car il risquerait de perdre la parole conquise. De fait, « au nom de quoi » parlerait-il s'il osait quitter le terrain qu'il occupe ? Au nom de sa propre survie, des avantages qu'il tirerait en devenant scénariste de l'humanité dont il se voudrait le serviteur ?